

**[Texte]**

work. Among those 21 items, there is a clear indication that some of them could be provided in Canada with greater protection than is now recommended by the Tariff Board at perhaps no cost to the consumer. They also asked that if there were to be adjustment in the rates, then we should ask that we have equal trading opportunity with our trading partners, namely, if the United States is going to collect a 20 per cent duty on tariff item X then Canada in turn should collect 20 per cent duty when that item X comes from the United States.

But the recommendations to the Tariff Board particularly for processed products are clearly below the levels of duty which our processed products would have to pay going to the United States. I do not mean to single them out as a target or an enemy. I merely cite them as an instance. We are now going to the grocery store, Mr. Chairman, and we are finding that the cans on the shelves are not labelled as to the point of origin. We do not know whether we are eating American peas or Canadian peas or Japanese peas, because the co-pack brands that are appearing on the shelves in our supermarkets today just do not give the point of origin of product. They do not say they are a Canadian product, an American product or an Australian product. I think, sir, this is a matter of very, very serious concern.

**Mr. Whelan:** If it does not say it is a product of Canada, you can be sure it is not a product of Canada.

**Mr. McCain:** If that be the case, sir, may I suggest you just take a walk along the supermarket vegetable area and take a look at how many products our Canadian consumers are eating and how many products our agriculturalists are not producing. I think this is serious. I would like to see the farmers . . .

**The Chairman:** Gentlemen, we agreed . . .

**Mr. Whelan:** I have to answer Mr. McCain on one thing. The farmers organizations have met at great lengths with the Canadian Tariff and Trade Commission, the Food Processors Association, the Canadian Horticultural Council. They had a meeting with them two weeks ago, on this type of thing. Some of our officials sat in on those meetings with them.

I do not think you can expect these negotiators that are going to GATT to say, "Yes, we are going to do exactly what you want". They have to go there to see what is going to happen. I have strong reservations that I have stated publicly about what is going to happen at GATT. I talked to ministers of agriculture who are members of the European Community when I was at FAO just a little more than a week ago. They have some pretty strong reservations about what is going to happen at GATT too because they are not going to give up very much in the Community either. I heard on the radio this morning that trade negotiations were starting in the . . .

**Mr. McCain:** Mr. Chairman, my time is running out . . .

**[Traduction]**

Parmi ces 21 secteurs, il semble évident que certains pourraient recevoir au Canada une protection plus grande que celle maintenant recommandée par la Commission du tarif, ceci sans peut-être ajouter aux prix payés par les consommateurs. Ils ont également précisé que si des modifications étaient faites aux tarifs, alors nous devrions demander des conditions égales d'échange avec nos partenaires commerciaux; entre autres, si les États-Unis imposent des frais de douane de 20 p. 100 sur certains articles, alors le Canada devrait à son tour imposer les mêmes frais quand le même article nous arrive des États-Unis.

Mais les recommandations faites à la Commission du tarif, particulièrement pour les produits conditionnés, sont nettement en deçà des taxes douanières imposées à nos produits conditionnés expédiés vers les États-Unis. Je n'ai pas l'intention de les choisir comme cible ou comme ennemi. Je ne fais que les citer en exemple. Monsieur le président, quand nous allons au marché, nous voyons que les boîtes sur les rayons portent des étiquettes ne faisant pas état du point d'origine. Nous ne savons pas si nous mangeons des petits pois cultivés aux États-Unis, au Canada, ou au Japon, car la marque co-pack qu'on nous offre sur les rayons des supermarchés de nos jours ne font absolument pas état de l'endroit d'où proviennent ces produits. On ne sait pas s'il s'agit de produits canadiens, américains ou australiens. A mon avis, messieurs, c'est là une question très, très inquiétante.

**M. Whelan:** Si l'étiquette ne précise pas qu'il s'agit d'un produit canadien, vous pouvez être certain qu'il ne s'agit pas d'un produit canadien.

**M. McCain:** Si tel est le cas, monsieur, je vous propose d'aller un peu voir les comptoirs de légumes dans nos supermarchés et de constater par vous-même combien de produits nos consommateurs canadiens mangent et combien de produits nos agriculteurs ne produisent pas. A mon avis, c'est une question sérieuse. J'aimerais bien voir les fermiers . . .

**Le président:** Messieurs, nous avons convenu . . .

**M. Whelan:** Je dois répondre à la question de M. McCain. Les groupements d'agriculteurs ont souvent rencontré le Comité canadien sur le commerce et tarif douaniers, l'Association des producteurs de produits alimentaires traités et le Conseil canadien d'horticulture. Ils ont rencontré ces organismes il y a deux semaines, à propos de ces problèmes. Certains de nos fonctionnaires ont assisté à ces réunions avec eux.

J'en crois pas qu'on puisse s'attendre à ce que ces négociateurs du GATT disent «Oui, nous ferons exactement ce que vous désirez». Ils doivent se rendre là-bas pour voir ce qui s'y passe. J'ai de sérieuses réserves que j'ai rendues publiques à propos de ce qui se produira lors des négociations du GATT. J'ai discuté avec des ministres de l'Agriculture de pays membres de la Communauté européenne lorsque j'étais à la FAO il y a un peu plus d'une semaine. Eux aussi ont de fortes réserves à propos de ce qui se produira lors des négociations du GATT, car la communauté européenne n'est pas non plus disposée à faire de grandes concessions. J'ai entendu à la radio ce matin que des négociations commerciales étaient entreprises au . . .

**M. McCain:** Monsieur le président, je n'ai presque plus de temps . . .